

Compte rendu CFDT du Comité d'Entreprise du 17 mai 2011

Début de séance le 17/05 à 15H05

Présents pour la Direction : M. BIGO

En préambule : les résultats des élections des CHSCT des régions I.D.F., Nord .Est, Sud Ouest et Ouest.

Election CHSCT Ile de France.

Elus Ile de France		
DUGUE	Henri	CFDT
CHABOT	Nathalie	UNSA
SID AHMED	Mahmoud	CGT
TOYER	Eddy	CFTC

Election CHSCT Nord Est.

Elus CHSCT Nord Est		
PIANETTI	Herve	UNSA
PAULY	Laurent	CFDT
GRENIER	Eric	UNSA
CHARLET	Jean Luc	CGT

Election CHSCT Sud Ouest

Elus CHSCT Sud Ouest		
LARROQUE	Laurence	UNSA
GROS	Jean François	CFDT
LOUT	Nicole	UNSA
VILACEQUE	Patrice	CGT

Election CHSCT Ouest

Elus CHSCT Ouest		
NOLOT	Miguel	CFDT
ROULLET	Pascal	UNSA
GUILBERT	Christophe	CFDT
BAGUELIN	Philippe	CGT

1. Approbation du procès verbal de la réunion du 20 avril

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

2. Information sur l'outil NCM.

Présentation de l'outil par Mme LEPORTE.

NCM : Gestion de la communauté de NextiraOne.

Les besoins de départ de l'outil NCM étaient de mieux communiquer à l'intérieur des communautés de compétences de type ALU, CISCO...et pour les opérationnels, d'avoir une vue sur les compétences métiers, experts, consultants, architectes, commerciaux. C'est une base de données renseignée par la RH, une compilation des listes du personnel qui existaient auparavant.

La présentation de l'outil NCM est disponible sur l'Intranet au format Word : taper **NCMU** dans l'outil de recherche.

3. Information : Liquidation judiciaire de COMEUROP (sous traitant essentiellement sur Ile de France) .

Les élus d'Ile de France sont montés au créneau et reprochent un manque d'anticipation en affirmant que la direction avait connaissance des difficultés économiques.

M.BIGO : Précise une activité de **1,581 M€** de chiffre d'affaires pour 2010.

MME.VAREILLE : Déploire le manque d'informations données aux clients et au personnel de NXO alors que des informations étaient déjà connues dans ce sens.

M.BIGO : rappelle la surprise de la liquidation de COMEUROP sans passer par un redressement judiciaire.

La question : pourquoi la direction NXO n'a pas anticipé sur la disparition de COMEUROP ?

- Impact sur notre activité (projets, contrats, sous-traitance énergie)
Le CG92 n'aurait pas été averti de la situation (3 résidents chez ce client employés par COMEUROP)
- Conséquences (quel sous-traitant demain, astreinte)
Un appel d'offre est lancé pour pallier à ces méfaits...
- Quelle communication interne et externe,
Côté communication vers les clients, rien n'aurait été fait. Idem pour le personnel NXO

Questions complémentaires posées à M.BIGO :

A quelle date la Direction a été informée de la liquidation de COMEUROP ?

Le 27 avril 2011

Quel % NXO pesait sur le C.A. de COMEUROP ?

70%

Quels risques de situations similaires avec d'autres prestataires ?

La direction NXO analyse la forme financière des entreprises...

4. Information sur les minima conventionnels : rattrapage et réajustement des salariés concernés

M.BIGO : Chaque année, un contrôle est effectué sur les minimums conventionnels. Cette année, 46 personnes ont perçu une prime comprise entre 9 € pour le plus bas et **11000 €** pour le plus haut. L'ensemble représente une enveloppe d'environ **50 000 €**.

D.EDET précise que pour les commerciaux, cela s'explique mais pas pour les administratifs ???

M.BIGO : Il est stupide pour une partie du personnel de ne pas l'intégrer au salaire de base...mais, ce n'est pas encore effectif pour 2011...

PH BEAUVAL ainsi que l'ensemble des élus demande la régularisation des minimums conventionnels dès le début de l'année suivant la parution de la grille de référence donnée par la « convention de la métallurgie »

Engagement de la direction pour une régularisation avant la NAO....

5. Information du CE sur la décision du recours hiérarchique concernant les CHSCT.

M.BIGO : Le dernier recours amiable s'arrête le 6 juin 2011. La seule nouveauté est de mettre en uniformité l'ensemble des régions soit : **1 CHSCT** par région (il y en a **2** en région sud-est).

Les élus précisent qu'il n'existe pas de recours hiérarchique de deuxième niveau, ce que la Direction semble ignorer. Elle a décidé de déposer de toute façon ce recours.

6. Information sur la situation économique à fin avril 2011,

Mme BOULY présente les chiffres : la prise de commande a été portée par les dossiers Heineken, SNCF, THALES, CH Chinonais

- Prise de commandes, facturation, contrats et OP,

Prise de commandes :	20 393 K€	- (250 K€) par rapport à 2010
Facturation :	20 662 K€	- (2 136 K€) par rapport à 2010
Contrat :	5 220 K€	405 K€ par rapport à 2010
OP :	-(1 147) K€	-(1 137 K€) par rapport à 2010
en cumulé pour 2011) (- 6 674 K€)		

Une bonne nouvelle sur la marge produit, de 21,9 % en 2010, une dégradation était prévue à 19,2% alors que le résultat est de 21%

Hormis quelques grosses affaires, le cours du \$ n'est pas sécurisé et peut faire varier les résultats de l'ordre de 5 à 600 K€.

- Situation de la trésorerie France et Groupe.

La trésorerie a baissé et reste sous contrôle (8-9 M€). La situation n'est pas aisée mais tenable.

PH BEAUVAL constate que la baisse de l'OP à fin avril pourrait s'accélérer tous les mois et ce jusqu'au mois d'octobre, et le risque de retrouver une situation comparable à 2010

Mme BOULY tente de rassurer l'assemblée en expliquant que nous devrions retrouver une inversion des tendances d'ici à la fin de l'année. **Le groupe est en meilleurs santé.**

Pour ce qui est de la dette ALU, un échéancier a été négocié avec le fournisseur afin de poursuivre sereinement notre activité.

- Situation actuelle de la sous-traitance,
Une baisse significative de la sous-traitance a été enregistrée.

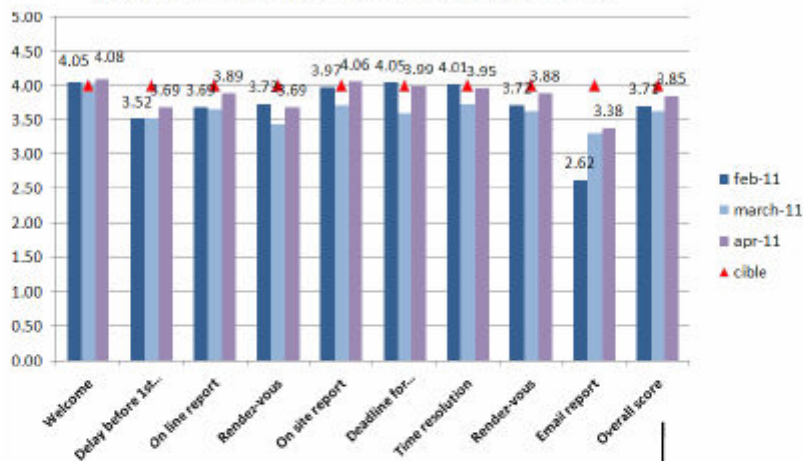
- Information sur des grosses affaires et commandes (Projet CUM de Bordeaux, nombre d'heures passées, nombre de salariés rattachés au projet, CA, Marge), Néant...
- Fourniture du parc installé avec contrat par types de produits et par agences. Néant...

7. Information-Consultation du rapport d'étape du plan de transformation Next.

M.HEDDE : présentation du point d'étape à fin avril.

Enquête Qualité (fin avril)

Indicateurs de l'enquête de Satisfaction Client



	Février	Mars	Avril
NATIONAL	3.63	3.63	3.85
IDF	3.47	3.55	3.92
NORD EST	3.90	3.76	3.80
OUEST	3.56	3.33	4.03
SUD EST	3.54	3.68	3.66
SUD OUEST	3.70	3.91	3.95

I-Services

R-CUBE : La stabilisation du récurrent n'est toujours pas stabilisée. 20 contrats « conquête » pour 120 K€ sur l'ensemble des agences.

Un contrat de 300 K€ a été signé avec LEGRAND pour les US.

I-BID : Amélioration de la marge entrante de 6 points depuis le début d'année. Si la tendance s'avérait pour la marge sortante...cela pèserait 6M€ en fin d'année.

I-SUPPLY

Tableau de suivi

id	Sujet	Leader	Préparation			Mise en place		
			Obj.	Prog.	Statut	Obj.	Prog.	Statut
A1	Organisation interface fournisseurs (procurement/ordo/logistique)	A.Glasian	15/4	100%	terminé	15/9	10%	en cours
A2	Organisation de l'ordonnancement projet (ordo/logistique)	A.Glasian	15/4	100%	terminé	15/10	22%	en cours
A3	Gestion des contrats / coordination avec Direction Contrats	G Potelle	15/4	100%	terminé	13/5	50%	en cours
A4	Organisation Ventes Directes	C.Souchi	15/4	100%	terminé	16/5	60%	en cours
A5	Organisation des circuits admin / aux typologies de commandes	R.Clinco	15/4	100%	terminé	6/6	10%	en cours
A6	Outil workflow + archivage électro + papier	R.Clinco	15/4	100%	terminé	6/6	15%	en cours
B1	Optimisation du process de validation des SDR	R.Clinco	27/6					
B2	Optimisation des "petites" commandes (ALE < 500€)	A.Boespflug	29/5	30%	en cours			
B3	Gestion des "Dates de livraison" (catalogue, suivi, report)	A.Boespflug	29/5	25%	en cours			
B4	Gestion des contrats / harmonisation région	G Potelle	29/5	100%	terminé	29/5	100%	terminé
B5	Optimisation des circuits de signature des achats projets	R.Clinco	12/8					
B6	Gestion des adossements / renouvellements	A.Géraut	29/5	25%	en cours			
B7	Définition des KPI manquants	R.Clinco	27/6					
B8	Mise en place d'une EDI ALU	A.Boespflug	27/6	50%	en cours			
B9	Optimisation des process d'achat de sous-traitance	L.Jego	30/4	80%	en cours			
B10	Définition des contrôles amont pour limiter les Aller-Retours	A.Glasian	27/6					

Les indicateurs sont difficilement interprétables, un indice de qualité et de satisfaction en cours de réflexion sera basé sur le ressenti des PL et PM

C-CUBE

Tableau de suivi

Mise en place des objectifs par Business Line et déclinaison des résultats à fin Q1 A faire : mode de diffusion , utilisation en BR, call comité de transformation etc	ALP	Now
Lancement du premier Toolkit Solution, puis rythme de 2 à 4 par mois	Equipe Catalogue/Processus	05/11
Animation des pôles : référents, outils d'animation, outils de production (SharePoint)	BSM / ALP	En continu
Qualification du portefeuille par Business Line : dernière ligne droite - Formations faites. - Finaliser libellés avec IT/Europe ; query MyVision avec Ph. Muys		05/11
Ownership Business des BSM	ALP/JLVM	En continu
Plan de formation : processus à redéfinir	ALP / CM	06/11

- Point particulier sur Welcome (volontariat, plaques concernées, etc.)
10 salariés sont identifiés pour le Welcome : 5 sur Lyon, 4 sur St Denis, 5 sur Toulouse.
(oui, cela fait bien 14 ????)

PH BEAUVAL relate les faits extrêmement graves des deux dernières semaines qui se sont produits sur Saint Denis et Bron où un certain nombre de salariés a subi des pressions importantes de la part de leur management pour rejoindre le welcome.

Pierre Henri BEAUVAL parle de harcèlement et des pressions sur ordre de la Direction Générale. Alors que cette dernière avait toujours affirmé lors des précédents CE qu'elle ne retiendrait que des volontaires.

P. HEDDE dément en bloc les faits et refuse que l'on parle de **harcèlement**.

La CFDT maintient ses affirmations et le confirme dans sa déclaration ci-dessous lu par son représentant au Comité d'Entreprise, Dominique EDET.

Notre Directeur Général a montré son vrai visage, et poussé dans ses retranchements, qu'il pouvait par moment perdre son sang froid.

Déclaration de la CFDT sur le projet NEXT

Nous sommes surpris du dialogue social qui règne dans notre entreprise, des méthodes imposées par la Direction Générale, contraires aux engagements transmis dans cette instance lors des précédentes réunions du Comité d'Entreprise.

Au Comité d'Entreprise des 16 et 17 mars 2011, La CFDT a refusé de se prononcer sur le plan de transformation restructuration par manque d'information sur les programmes : « passerelles et lsupply » qui annonçaient de la mobilité pour au moins 21 salariés.

A ce jour, des réunions d'information avec une présence obligatoire des salariés invités se sont déroulées dans les agences de Saint Denis et BRON. La CFDT demande l'arrêt immédiat des pressions exercées sur toute cette population « d'indirecte » (Assistants, Ingénieur responsable de comptes, Informatique et autres).

La CFDT n'a jamais refusé la négociation et a toujours demandé conformément aux annonces faites par le Directeur Général dans cette instance, que cette ré-internalisation devait rester basée sur du volontariat.

La CFDT constate que dans un premier temps, des volontaires se sont fait connaître dans les régions, Ouest et Nord Est, et que ces derniers se sont vus refuser leurs candidatures du fait de leur domiciliation et que par souci d'apaisement, dans un deuxième temps, la Direction Générale a répondu que les pools de volontaires seraient analysés en fonction de leurs concentrations vis-à-vis de leurs sites de rattachement.

A ce jour, pour la CFDT, ce n'est pas du tout le cas et elle prendra ses responsabilités et engagera les recours nécessaires pour faire appliquer la loi « le livre 2 ».

La CFDT refuse de se prononcer sur le plan NEXT

Dominique EDET

Délégué Syndical au Comité d'Entreprise

Après notre Déclaration, Mr HEDDE s'en prend une nouvelle fois vivement à la CFDT.

L'aurions-nous interpellé ?

La CFDT continuera une de ses missions principales qui est la défense des salariés et refusera tout traitement indigne et inimaginable imposé par notre Direction Générale. Nous réaffirmons et avons démontré à M.HEDDE qu'il y avait d'autres méthodes avant d'imposer la localisation des trois plaques d'accueil. Malgré les invitations multiples de M.HEDDE, la CFDT n'a Jamais assisté aux réunions de suivi chaque mardi matin, des programmes Next et elle refusera dorénavant d'y participer.

(Pour info, seul un représentant de l'UNSA assiste à ces réunions)

La Déclaration de l'UNSA précise qu'elle refuse que les salariés subissent des pressions mais elle valide le plan Next et les méthodes de déploiement des programmes Next, avec notamment I-passerelles, qui concerne des faits extrêmement graves « du welcome »

M.BIGO demande au Comité d'entreprise de se prononcer.

4 votes favorables pour le projet NEXT de la part de l'UNSA.

Les autres élus CFDT, CGT et CGC refusent la consultation.

Laissons notre partenaire UNSA participer aux réunions de suivi de Next, cela leur permettra d'accompagner la détérioration des conditions de travail qui risquent d'impacter demain l'ensemble des collaborateurs de NextiraOne.

- Point particulier sur l'enquête en cours diffusée (**pulse**)
C'est une enquête traitée par un organisme extérieur qui garantit la confidentialité des connexions. Une analyse des résultats sera publiée après compilation des réponses avec une synthèse des commentaires.

8. Point d'information Avant-ventes et Support

F.NOEL : Présente le document « mesure des critères de variables sur Q1 » (voir documents joints)

- Saisie des heures Avant-vente et Support vente dans SAPHIRE.
 - Les statistiques seront-elles accessibles aux salariés concernés, par quels moyens, à quelle périodicité ?
Chaque salarié est en mesure de demander leur fiche personnelle à leur manager.

- Calcul de la part variable des Avant ventes et Supports Ventes.
 - Pourquoi des critères d'objectifs identiques, alors que des profils et fiches métiers sont distincts ? **Pas de réponse concrète**

L.PAULY : « Qui dit objectif dit entretien individuel »...pourquoi les critères ne sont pas discutés lors des entretiens ???

9. Information-Consultation sur la politique de gestion actuelle et future de l'alternance dans l'entreprise.

M.MARCELLI : Besoin en apprentis pour 2011, 88 personnes.

Promo actuelle 28 personnes

Coûts moyen par apprenti par an 12K€

Côté commerce, besoin d'embauches exprimé de 10 personnes sur 2011 et 10

Autres personnes sur 2012.

M.BIGO demande au Comité d'entreprise de se prononcer.

Vote favorable à l'unanimité

10. Information du CE sur la base métiers contenant les fiches métiers de l'entreprise

M.BIGO : Cette question fait partie du programme NEXT « Perspective » une refonte des fiches métiers est en cours. C'est un travail fastidieux car il y a aujourd'hui des fiches métiers qui n'existent pas.

11. Information sur les effectifs : entrées et sorties de Q1 2011, dont nombre de mobilités, nombre d'intérimaires, de CDD et motif des recours.

9 entrées contre 12 sorties pour le mois d'avril et 25 entrées contre 40 sorties depuis le début de l'année.

12. Information sur les consultations obligatoires et sur la NAO L2323-56 ; Bilan Social ; Rapport égalité Hommes/femmes.

PH BEAUVAL : Dans un souci constructif, un délai vous a été octroyé pour préparer votre dossier selon le code du travail 2323-56, l'ensemble des Elus a voté en février le report de ce point sur lequel vous étiez engagé de le présenter au CE d'avril. De ce fait, le Secrétaire de CE demande aux Elus de se prononcer afin de mandater un avocat pour acter qui de droit.

Suspension de séance demandée par PH BEAUVAL

Déclaration du Secrétaire PH BEAUVAL : le Comité d'entreprise mandate son secrétaire pour ester en justice concernant l'article L2323-56 qui sera représenté par le cabinet LBBA et son avocat Maître Laurent BEZIG à Paris.

Vote favorable à l'unanimité

13. Questions Diverses

M.RIVET : Y a-t-il des changements de périmètre concernant les ICVD ?

M.BIGO : Pas à sa connaissance.

14. date des prochaines réunions,

22 et 23 juin 2011

7 juillet et le 24 août 2011

Fin de la séance du 18 mai à 16H00